



**COMPTE RENDU SOMMAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE ROCBARON
SÉANCE du 3 AVRIL 2018**

Nombre de Membres : 27

En exercice 27

Présents 19

Votants 26

Absent(s) 1

Date de la convocation : 27 mars 2018

Date de publication du compte rendu : 06 avril 2018

L'AN DEUX MIL DIX HUIT ET LE TROIS AVRIL à VINGT HEURES.

Le Conseil Municipal de ROCBARON, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la Salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Jean Claude **FELIX**, Maire.

Etaient Présent(e)s : LAUMAILLER Jean-Luc, CHIQUERILLE Pascale, AGARD Gilles, THENADEY François, ZUBER Laëtitia, PERRAUD Michel, BERTELLE Josselin, MANOUSSO Gérard, VENTRE Lionel, AYASSE Boris, IANNETTI Sandra, LAVAUD Sylvain, COIN Gilles, AMICE Sophie, BANCILHON Françoise, CHERPIN Annick-Andrée

Absent(e)s représenté(e)s : BUSAM Jean-Pierre représenté par PERRAUD Michel, PIOLI Virginie représentée par ZUBER Laëtitia, M'BATI Frédéric représenté par LAUMAILLER Jean-Luc, MERLE Sandra représentée par SACCOMANNI Andrée, BARTOLI Virginie représentée par IANNETTI Sandra, THIEBAUD Brigitte représentée par FÉLIX Jean-Claude, PISSY Yvonne représentée par MANOUSSO Gérard.

Secrétaires : SACOMANNI Andrée, QUINCHON Dominique

Absent excusé : NONNON Bernard

Les secrétaires de séance actent : 7 procurations, 19 présents. Le quorum est atteint.

01 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 16 février 2018

Document transmis le 20 février 2018. Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

02- Compte rendu des décisions prises par le Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du C.G.C.T.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil des décisions suivantes :

RECAPITULATIF N° 10 - du 16/02/2018 au 03/04/2018

RECAPITULATIF DES ENGAGEMENTS ET DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.

| Date | Objet du contrat ou du marché ou arrêté municipal | Montant | Observations |
|------------|--|------------------------------|---|
| | Signature convention avec les petits débrouillards | 1 156.80€ | Partenariat avec les écoles sur des projets de développement durable et de gaspillage alimentaire |
| 27/02/2018 | Convention 2018/2019 Stand de tir Hyères | 400 € /an 100 € par agent | Redevance forfaitaire annuelle de tir pour les policiers municipaux |

Le Conseil prend acte.

03- Demandes de protection fonctionnelle pour deux agents communaux

CONSIDERANT qu'en application de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, l'administration est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents ainsi que celle des élus.

A ce titre la collectivité est tenue de protéger les fonctionnaires et les élus contre les menaces, les violences, voies de fait, injures, diffamation ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer le cas échéant le préjudice qui en est résulté.

CONSIDERANT que l'article 11 précité ne définit pas les modalités de mise en œuvre de la protection fonctionnelle qui relève ainsi de la compétence de la collectivité,

CONSIDERANT que, généralement, la protection fonctionnelle donne lieu à la prise en charge par l'administration des frais de procédure occasionnés par l'action pénale et l'action civile à savoir : les honoraires d'avocat, les frais d'expertise judiciaire, les frais de consignation,

CONSIDERANT que les deux agents dans le cadre de leurs fonctions ont subi des préjudices et qu'ils ont porté plainte le 30 mai 2017.

CONSIDERANT que ces deux agents ont décidé de saisir un Avocat pour Assignation en référé par-devant M. le Président du Tribunal de Grande Instance de DRAGUIGAN pour défendre leurs intérêts et qu'ils demandent le bénéfice de la protection fonctionnelle,

Le conseil municipal est invité à délibérer pour :

- **Autoriser Monsieur le Maire, à mettre en œuvre la protection fonctionnelle relative aux frais de procédure et honoraires d'avocat, ainsi qu'à tout autre frais de réparation et préjudices subis par les deux agents.**

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE PROCEDURE :

Plafonnement de la prise en charge par la commune des honoraires de l'avocat du bénéficiaire de la protection fonctionnelle à 2 400 € par agent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, après avoir délibéré par 26 voix « POUR ».

- **ADOPTE** l'exposé qui précède
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, à mettre en œuvre la protection fonctionnelle relative aux frais de procédure et honoraires d'avocat, ainsi qu'à tout autre frais de réparation et préjudices subis par les deux agents communaux victimes ;
- **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires au budget 2018 et suivants à l'article 6227 de la section de fonctionnement.

04- Vote des subventions aux associations

Le Président donne la parole à Madame Pascale CHIQUERILLE qui porte à la connaissance de l'Assemblée, les propositions d'octroi de subventions de fonctionnement aux associations pour l'exercice 2018, conformément à l'avis du groupe de travail chargé des attributions de subventions qui s'est réuni le mercredi 7 mars 2018 pour examiner les dossiers des subventions sollicitées.

Mme Pascale CHIQUERILLE invite M. Lionel VENTRE à quitter la salle et présente la demande de subvention concernant Les Pieds Tanqués.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, attribue les subventions suivantes :

| Libellés des Associations | Vote du Conseil Municipal | Nombre de voix « POUR » | Abstentions | CONTRE |
|---------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------|----------|
| LES PIEDS TANQUÉS | 950 € | 25 | 0 | 0 |

Mme Pascale CHIQUERILLE fait remarquer à l'assemblée que le pouvoir de M. BUSAM Jean-Pierre, trésorier des associations : Le Souvenir Français, Les Anciens Combattants, Les Médailleurs militaires, confié à M. PERRAUD Michel pour le représenter ne peut être utilisé pour ce vote.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, attribue les subventions suivantes :

| Libellés des Associations | Vote du Conseil Municipal | Nombre de voix « POUR » | Abstentions | CONTRE |
|--|---------------------------|-------------------------|-------------|----------|
| LE SOUVENIR FRANÇAIS COMITÉ DE ROCBARON | 600 € | 25 | 0 | 0 |
| ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES SECTION DE ROCBARON | 300 € | 25 | 0 | 0 |
| SNEMM 311 SECTION D'ENTRAIDE DE LA MÉDAILLE MILITAIRE | 250 € | 25 | 0 | 0 |

Mme Pascale CHIQUERILLE invite M. Josselin BERTELLE à quitter la salle et présente la demande de subvention du Club des Loisirs de Rocbaron.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, attribue vote la subvention suivante :

| Libellés des Associations | Vote du Conseil Municipal | Nombre de voix « POUR » | Abstentions | CONTRE |
|----------------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------|----------|
| CLUB DES LOISIRS ROCBARON | 1 400 € | 25 | 0 | 0 |

Mme Pascale CHIQUERILLE invite M. Gérard MANOUSSO à quitter la salle et présente la demande de subvention du FOOTBALL CLUB DE ROCBARON.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, attribue vote la subvention suivante :

| Libellés des Associations | Vote du Conseil Municipal | Nombre de voix « POUR » | Abstentions | CONTRE |
|--------------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------|----------|
| ROCBARON FOOT BALL CLUB | 5 200 € | 25 | 0 | 0 |

Mme Pascale CHIQUERILLE informe le Conseil qu'il n'y aura pas le vote de M. Gilles AGARD, pour les deux associations ci-dessous nommées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, attribue les subventions suivantes :

| Libellés des Associations | Vote du Conseil Municipal | Nombre de voix « POUR » | Abstentions | CONTRE |
|---------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------|--------|
| AMICALE CCFF | 1 200 € | 25 | 0 | 0 |
| ABR | 335 € | 25 | 0 | 0 |

Mme Pascale CHIQUERILLE présente toutes les autres demandes des Associations ne nécessitant pas le départ d'un conseiller.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, attribue les subventions suivantes :

| Libellés des Associations | Vote du Conseil Municipal | Nombre de voix « POUR » | Abstentions | CONTRE |
|---|---------------------------|-------------------------|-------------|--------|
| RUGBY CLUB DU VAL D'ISOLE | 400 € | 26 | 0 | 0 |
| ASSOC. LES BATONS DU CASTELLAS | 560 € | 26 | 0 | 0 |
| SOCIÉTÉ DE CHASSE LA CAILLE | 680 € | 26 | 0 | 0 |
| ASSOC. ECOLE DE DANSE DE ROCBARON | 3 800 € | 26 | 0 | 0 |
| COMITÉ LOCAL FNACA DE LA ROQUEBRUSSANNE | 270 € | 26 | 0 | 0 |
| ISOLE FUTSAL | 1 650 € | 26 | 0 | 0 |
| AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DU VAR | 250 € | 26 | 0 | 0 |
| ASS JEUNES SAP POMPIERS GARÉOULT | 400 € | 26 | 0 | 0 |
| ASSOC. JUDO LOISIRS ROCBARON | 1 350 € | 26 | 0 | 0 |
| ASSOCIATION LA SAINT HUBERT | 400 € | 26 | 0 | 0 |
| SOCIETE DE BOULE ROCBARONNAISE | 1 500 € | 26 | 0 | 0 |
| ASSOC. LES GADASSES EN FOLIE | 570 € | 26 | 0 | 0 |
| ADAMAVAR | 200 € | 26 | 0 | 0 |
| TCF (Tennis Club de Forcalqueiret) | 400 € | 26 | 0 | 0 |
| CHÈUR DU VAL D'ISOLE | 300 € | 26 | 0 | 0 |

| | | | | |
|--|----------------|----|---|---|
| A L'ASSO DU SPORT | 1 200 € | 26 | 0 | 0 |
| HAND BALL ROCBARON VAL D'ISSOLE | 280 € | 26 | 0 | 0 |

Soit un montant total de subventions de 24 445 € dont les crédits sont inscrits à l'article 6574 de la section de fonctionnement, chapitre 011

05- Approbation et autorisation de signature de convention portant mise à disposition du service communal d'accueil des transports scolaires à la CAPV.

CONSIDERANT que la Région est l'autorité organisatrice de premier rang des transports publics dans les limites de ses compétence territoriales et qu'à ce titre, elle assure l'organisation et le fonctionnement des transports des élèves relevant de sa compétence ;

CONSIDERANT que la Communauté d'agglomération de la Provence Verte est autorité organisatrice des transports scolaires sur son ressort territorial et qu'à ce titre, elle assure l'organisation et le fonctionnement des transports des élèves relevant de sa compétence ;

CONSIDERANT que pour maintenir un service de proximité d'accueil des familles pour les inscriptions des élèves aux transports scolaires dans les communes, il convient de fixer les modalités de mise à disposition des services communaux au profit de la Communauté d'Agglomération pour la délivrance des abonnements de transports scolaires des élèves du primaire et du secondaire pour le compte de la Communauté d'Agglomération ;

CONSIDERANT la délibération n° 2017-260 du conseil de la communauté d'agglomération de la Provence Verte du 11 décembre 2017 relative à l'approbation et la signature de la convention de mise à disposition des services communaux d'accueil des transports scolaires des communes membres , au profit de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte,

Il est demandé au Conseil Municipal :

- **D'approuver la convention ci annexée, de mise à disposition du service communal d'accueil des transports scolaires, au profit de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte.**
- **D'autoriser M. le Maire à signer la convention de mise à disposition du service communal d'accueil des transports scolaires, au profit de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés APPROUVE la convention ci annexée et AUTORISE M. le Maire à signer la convention de mise à disposition du service communal d'accueil des transports scolaires, au profit de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte.

06- Création de deux postes de rédacteur à temps complet - Modification du tableau des effectifs.

Considérant les emplois libres, créés ou pourvus depuis la séance du 17 novembre 2017 ;Considérant la nécessité de créer un poste de rédacteur territorial, à temps complet en raison des besoins du pôle Urbanisme permettant d'assurer les fonctions de responsable du pôle urbanisme ; Considérant la nécessité de créer un poste rédacteur territorial, à temps complet en raison des besoins du pôle Ressources Humaines ; Monsieur le Maire invite les membres du Conseil Municipal à

- **ADOPTER la création deux postes de rédacteur territorial à temps complet,**
- **S'ENGAGER à inscrire les crédits nécessaires au chapitre 012 de la section de fonctionnement du budget principal sur les exercices 2018 et suivants.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 26 voix « POUR »

- **ADOPTÉ la création de deux postes de rédacteur à temps complet,**
- **S'ENGAGE à inscrire les crédits nécessaires au chapitre 012 de la section de fonctionnement du budget principal sur les exercices 2018 et suivants.**

07- Demande d'assujettissement à la TVA pour le budget Assainissement

Vu le Code Général des Impôts

Considérant que lorsqu'une collectivité confie l'exploitation d'un service public à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public, la mise à disposition à titre onéreux des investissements que la collectivité a réalisés est constitutive d'une activité économique imposable à la TVA depuis le 1^{er} janvier 2014 ;

Considérant qu'en raison de la prise d'effet au 1^{er} mars 2018 de la délégation de service public concernant le service assainissement, le budget d'assainissement doit être soumis à l'application de la T.V.A. et voté en hors taxes.

Par conséquent M. le Maire invite le Conseil Municipal à valider le rattachement du service Assainissement à la T.V.A.

Le Conseil Municipal, OUI cet exposé et valide le rattachement du service Assainissement à la TVA, à l'unanimité des membres présents et représentés.

08- Constitution d'un groupement de commande pour le marché de prestation de restauration scolaire

Le contrat de marché de restauration scolaire prenant fin en août 2018, un nouveau marché est en cours de constitution.

Néanmoins le précédent marché comprenait la confection et la livraison de repas pour la crèche de ROCBARON que la Commune refacture à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte (CAPV).

Afin de permettre au titulaire du marché de facturer directement les prestations servies à la crèche à la CAPV il est nécessaire de constituer un groupement de commandes pour ce marché de restauration.

Par conséquent, le Conseil Municipal est invité à :

- **ADOPTER** la constitution d'un groupement de commandes pour le marché de prestations de restauration scolaire

Le Conseil Municipal, OUI cet exposé et ADOPTE à l'unanimité des membres présents et représentés, la constitution d'un groupement de commandes pour le marché de prestations de restauration scolaire.

09- Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) année 2017

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale, qui s'est réuni le 20 février 2018 et en application des dispositions de l'article R.2012-9 du code de l'éducation,

Considérant que le Conseil Départemental de l'Education Nationale a pris la décision de suivre les recommandations du comité des finances locales et de veiller à ce que les montants de l'Indemnité représentative de logement des instituteurs pour 2017 soit identique à celui fixé au titre de l'année 2016.

Considérant que les montants ont ainsi été retenus :

- IRL de base : 3 459.27 €
- IRL majorée : 4 324.09 €.

Considérant que le différentiel par rapport au montant unitaire national de la Dotation Spéciale Instituteur, fixé à 2 808 € par la note d'information citée en référence, sera pris en charge par la collectivité.

Considérant que la majorité des communes doit valider le montant de l'IRL pour que celui-ci soit fixé par arrêté préfectoral même s'il n'y a pas d'instituteurs domiciliés dans la commune,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'émettre son avis sur :

- **Le montant de l'indemnité représentative de logement des instituteurs pour 2017 comme suit :**
 - **IRL de base : 3 459.27€**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,
par
24 voix « POUR » et 2 voix « CONTRE »
ADOpte l'exposé ci-dessus.

10- Débat d'Orientation budgétaire 2018

11/ OBJECTIFS ET OBLIGATIONS LÉGALES

Le Conseil Municipal est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L 2312-1 du code général des collectivités territoriales. La tenue d'un DOB est obligatoire, et ce dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif, pour les communes de + de 3500 habitants. Le DOB n'a aucun caractère décisionnel, mais fait néanmoins l'objet d'une délibération spécifique, afin que le représentant de l'Etat s'assure du respect de la Loi.

La Loi du 07 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) précisée par le décret du 24 juin 2016 n° 2016-841, a renforcé le rôle du DOB en en définissant le contenu.

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE | 2 |
| I – ÉLÉMENTS DE | |
| CONTEXTE | 3 |
| LE CONTEXTE | |
| ECONOMIQUE | 3 |
| LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX | |
| COLLECTIVITÉS | 5 |
| LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES | |
| PUBLIQUES | 5 |
| IMPACT SUR LES COMMUNES DU PROJET DE LOI DE FINANCES | |
| 2018 | 6 |
| II – RÉTROSPECTIVE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA | |
| COMMUNE | 9 |
| SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE EXERCICE | |
| 2015 | 9 |
| SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE EXERCICE | |
| 2016 | 11 |
| ENVIRONNEMENT SOCIO- | |
| ECONOMIQUE | 13 |
| STRUCTURE DE LA DETTE BUDGET PRINCIPAL | 14 |
| STRUCTURE DE LA DETTE BUDGETS ASSAINISSEMENT ET EAU | 15 |
| TAUX FISCAUX ET EVOLUTION DES DOTATIONS DE LÉTAT | 16 |
| VENTILATION DES CHARGES ET PRODUITS DE FONCTIONNEMENT 2017 | 17 |
| CLOTURE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2017 ET REPORTS | 18 |
| ÉTAT DU PERSONNEL COMMUNAL AU 01/01/2018 | 20 |
| III - PERSPECTIVE : LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE LA COMMUNE | |
| HYPOTHESES D'EVOLUTION DEPENSES ET RECETTES 2018-2019 | 21 |
| ORIENTATIONS ET STRATEGIES D' ACTIONS PLURI-ANNUELLES (2018-2020) | 22 |
| ORIENTATIONS THEMATIQUES | 23 |
| LE PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT | 24 |

I – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

1 - LE CONTEXTE ECONOMIQUE

1-1 La Zone Euro

Zone euro : la reprise se consolide

La croissance en zone euro se consolide. Elle accélère depuis fin 2016, dépassant depuis le T2 2017 son niveau moyen observé entre 1995 et 2008 (+ 2,2% en GA). Les 19 pays de la zone euro profitent de l'amélioration conjoncturelle, affichant tous une croissance positive comprise au T3 2017 entre 0,25% (Belgique) et 1,7% (Luxembourg). Parmi les 4 grands pays de la zone euro, l'Espagne (+ 0,8% T/T) et l'Allemagne (+ 0,8% T/T) demeurent en tête tandis que la France (+ 0,6% T/T) et l'Italie (+ 0,4% T/T) affichent une croissance plus modérée mais néanmoins régulière depuis 4 trimestres.

D'après les indicateurs avancés, l'activité demeure relativement bien orientée, même si un léger ralentissement est attendu à l'horizon de fin 2018. La consommation privée portée par l'accélération des créations d'emploi devrait demeurer le principal moteur de la croissance en dépit du retour de l'inflation à 1,5% depuis fin 2017.

Au-delà, la crise catalane comme le Brexit rappellent à quel point les risques politiques ne sauraient être négligés. Tant les suites des élections catalanes de décembre que les législatives italiennes de mars 2018 méritent attention, sans négliger la volatilité que pourrait induire l'imprévisibilité de Donald TRUMP. A l'inverse, les principales économies émergentes et notamment la Chine semblent évoluer plus favorablement, réduisant d'autant l'incertitude qu'elles pourraient générer sur l'environnement international.

Zone euro en 2017 : une croissance modérée

En 2017, la zone euro a jusqu'ici bénéficié de l'accélération du commerce mondial, d'une inflation encore relativement faible, et d'une politique monétaire toujours accommodante facilitant l'accès au crédit. Cependant, le retour de l'inflation (passée de 0,2% en 2016 à 1,5% en 2017), devrait se maintenir en 2018 (1,5% attendu en moyenne) pesant sur la croissance.

Selon nos prévisions, la croissance de la zone euro pourrait ainsi atteindre + 2,4% en moyenne en 2017 après + 1,8% en 2016. Bien que bénéficiant de l'environnement international porteur, la zone euro profite d'une croissance davantage portée par des facteurs domestiques : bonne dynamique du marché du travail, consommation et cycle d'investissement des entreprises.

En 2018 la croissance pourrait s'affaiblir lentement pour atteindre en moyenne + 1,9%, dès lors que les facteurs qui soutiennent jusqu'ici l'activité se dissiperont. A mesure que le chômage rejoindra son niveau structurel, la croissance devrait s'affaiblir et retourner à son niveau potentiel. Dès lors, seules des réformes structurelles et des mesures stimulant réinvestissement productif (engendrant l'accroissement de la croissance potentielle) pourront permettre d'enrichir la croissance à long terme.

Zone euro : vers une normalisation très graduelle de la politique monétaire.

Après un début d'année 2016 en territoire négatif, l'inflation (IPCH) est redevenue positive en juin mais est demeurée très faible, de sorte qu'en moyenne sur 2016 elle n'atteint que 0,2% (.) en dépit de la baisse des taux directeurs de la BCE et de l'extension de son programme d'assouplissement quantitatif (QE). Portée par la hausse du prix du pétrole, l'inflation a poursuivi sa remontée progressive atteignant +1,5% en moyenne en 2017. Elle devrait se maintenir à ce niveau en 2018. Cette croissance de l'inflation pèse progressivement sur le pouvoir d'achat des ménages même si elle demeure relativement faible et inférieure au seuil de + 2% visée par la BCE.

Jusqu'en décembre 2017, le programme d'achats d'actifs (APP) de la BCE qui a été étendu à l'achat d'obligations de bonne qualité de sociétés non-financières en 2016 s'est maintenu au rythme de 60 Mds € d'achats par mois.

Depuis janvier 2018, ces achats mensuels ont été réduits de moitié à 30 Mds € dans le cadre du prolongement de l'APP annoncé en octobre 2017. Ce rythme se maintiendra jusqu'en septembre 2018, et au-delà si cela était jugé nécessaire par la BCE, une issue qui pourrait être remise en cause selon les dernières minutes de la BCE. Les taux directeurs, eux, demeureront à leur niveau actuel sur un horizon allant au-delà de celui de la fin de l'APP et devraient vraisemblablement rester inchangés jusqu'au T2 2019.

1-2 LA FRANCE

France: une croissance au-delà du potentiel.

Au T3 2017, la croissance a maintenu son rythme modéré de + 0,6% T/T, s'inscrivant dans le prolongement des 4 trimestres précédents, la croissance oscillant entre 0,5% et 0,6% T/T depuis fin 2016. Cette dynamique est principalement le fait de la consommation privée, moteur traditionnel de la croissance française. En revanche, les investissements ont continué de décélérer pour le troisième trimestre consécutif en raison du ralentissement des investissements des ménages comme de celui des entreprises.

Au regard de la bonne tenue des indicateurs avancés, la progression du PIS devrait excéder en 2017 la croissance potentielle et afficher une nette accélération par rapport à 2016 en atteignant + 1,9% en moyenne pour 2017 et +1,8% en 2018, avant de décélérer à + 1,4% en 2019 en raison de la difficile accélération de la croissance lorsque le taux de chômage rejoint son niveau structurel.

La baisse du chômage constitue toujours un véritable enjeu, car elle conditionne la prudence des ménages comme en témoigne le taux d'épargne assez élevé du T3 (14,5%). Selon Eurostat, après avoir atteint un pic mi-2015 à 10,6%, le taux de chômage a baissé jusqu'à 9,5% en mai 2017 avant de repartir légèrement à la hausse pendant l'été (9,6% en juillet et août), suite à la fin de la prime d'embauche accordée aux PME fin juin 2017 et à la réduction des emplois aidés.

Depuis le taux de chômage est reparti à la baisse atteignant 9,2% en novembre.

France : retour progressif de l'inflation

A l'instar de la zone euro, la croissance française continue de bénéficier de certains facteurs favorables malgré le retour de l'inflation.

En dépit d'un ralentissement de mai à juillet 2017, l'inflation poursuit sa remontée progressive portée par le rebond des prix du pétrole, de sorte qu'en moyenne l'inflation (IPC) a atteint 1% en 2017, un niveau bien supérieur à 2016 (0,2%), mais qui demeure modéré et ne pèse que faiblement sur le pouvoir d'achat. L'inflation devrait légèrement diminuer début 2018 en raison d'un effet de base avant de reprendre sa progression. En moyenne elle atteindrait 1,2% en 2018.

Après s'être fortement apprécié passant de 1,05 fin 2016 à 1,21 mi-janvier 2018, le taux de change euros/dollars devrait repartir légèrement à la baisse avant de renouer avec son niveau actuel, défavorable à la compétitivité des entreprises françaises. Néanmoins, à l'instar des pays de la zone euro, la France bénéficie de la reprise du commerce international, les exportations accélérant à 3,3% en GA au T3. Pour autant le déficit commercial devrait continuer de se creuser car les importations demeurent plus dynamiques que les exportations, la production domestique peinant à répondre à l'augmentation de la demande totale.

France : maintien de bonnes conditions de crédits.

Après avoir été assouplies mi-2016, les conditions d'octroi de crédit se sont très légèrement resserrées pour les entreprises comme pour les ménages en 2017, les taux d'intérêt des crédits au logement remontant légèrement en fin d'année.

Bénéficiant toujours de conditions de financement favorables (faiblesse des taux d'intérêt, réduction d'impôt du régime Pinel, prêts à taux zéro) en dépit de la légère remontée des taux d'intérêt, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a connu une forte accélération au premier semestre, ralentissant au T3 en raison notamment des moindres renégociations. A contrario, la demande de crédit des entreprises a poursuivi son accélération au T3.

2 - LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES.

2.1 – La Loi de programmation des finances publiques (LFPF) pour les années 2018 à 2022.

La Loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques.

Cette trajectoire vise la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif. Objectifs à l'horizon de 2022 :

- Une baisse de plus de 3 points de PIB de la dépense publique,
- Une diminution d'1 point du taux de prélèvements obligatoires,

- Une diminution de 5 points de PIB de la dette publique

La trajectoire d'évolution du solde public structurel est définie globalement et spécifiquement pour chaque sous- secteur de l'administration ; et notamment pour les administrations publiques locales :

| | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|
| En points de PIB potentiel | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Solde public effectif | -2,9 | -2,8 | -2,9 | -1,5 | -0,9 | -0,3 |
| Dont administrations publiques locales | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,7 |

L'objectif d'évolution de la dette publique est défini de la manière suivante :

| | | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|
| En points de PIB potentiel | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Ratio d'endettement au sens de Maastricht | 96,7 | 96,9 | 97,1 | 96,1 | 94,2 | 91,4 |
| Dont administrations publiques locales | 8,7 | 8,4 | 8,1 | 7,5 | 6,7 | 5,8 |

La dette des Administrations Publiques Locales (APUL) de 8,7 points de PIB en 2017 passerait à 5,8 points en 2022.

L'Etat s'assure de la contribution des collectivités locales en prévoyant différentes mesures d'encadrement des finances locales dont les concours financiers de l'Etat aux collectivités locales, des mesures contraignantes sur l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et sur l'évolution du besoin de financement annuel.

Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette).

Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit être appréciée en fonction d'une trajectoire tendancielle de la dépense locale fixée à 1,2 % par an. Cette évolution qui s'entend inflation comprise est calculée en tenant compte des budgets PRINCIPAU8X et ANNEXES.

Afin d'atteindre cet objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement sur la période 2018-2022, la loi prévoit un mécanisme de contractualisation entre l'Etat et 340 collectivités. La commune de ROCBARON n'est pas concernée.

2.2 IMPACT SUR LES COMMUNES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2018

Les transferts financiers de l'Etat sont en forte progression à périmètre courant pour compenser le dégrèvement de la taxe d'habitation dont l'objectif est fixé à 80 %

2.2.1 - Dégrèvement de la taxe d'habitation.

Le Gouvernement souhaite dispenser 80 % des ménages du paiement de la TH sur la résidence principale. Pour ce faire, la LFI instaure, dès 2018, un dégrèvement progressif sur les 3 années à venir sous condition de ressources.

Les seuls d'éligibilité au dégrèvement sont fonction du revenu fiscal de référence (RFR). Dégrèvement total d'ici à 2020. RFR pour une part : 27 000 € ; pour les deux ½ parts suivantes : 8000 € et par ½ part supplémentaire 6000 €.

Les ménages remplissant ces conditions de ressources, bénéficieront d'un abattement de 30 % de leur cotisation de TH de 2018, puis de 65 % sur celle de 2019, avec pour objectif atteindre les 100 % en 2020.

Pour éviter les effets de seuils, un dégrèvement partiel est également mis en place pour les ménages respectant les seuils suivants :

Dégrèvement partiel. RFR pour une part 28 000 € Pour les deux ½ parts suivantes 8 500 € et par ½ part supplémentaire 6000 €. Ce dégrèvement partiel sera également progressif jusqu'en 2020.

Le principe du dégrèvement permet aux communes et à leurs groupements de conserver leur pouvoir de taux et leur produit fiscal. En effet, l'Etat prendra en charge l'intégralité des dégrèvements dans la limite des taux et abattements en vigueur pour les impositions de 2017.

Le taux de référence

Le taux de référence pris en compte sera figé au niveau de celui de la TH en 2017, en y incluant les taxes spéciales d'équipement et la taxe GEMPAI. Néanmoins, la LFI prévoit une majoration de ce taux de référence pour les collectivités inscrites dans une procédure de lissage des taux.

A terme, le Gouvernement a pour objectif une refonte plus globale de la fiscalité locale.

2.2.2 – DOTATIONS DE L'ÉTAT

L'année 2018 marque la fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics. Il convient néanmoins de noter que la dotation forfaitaire d'une commune continue de fluctuer en fonction de l'évolution de sa population et, le cas échéant du dispositif d'écrêtement mis en place pour financer, en complément de la baisse des variables d'ajustement, la hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR)

Pour rappel, l'écrêtement s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75 % du potentiel fiscal moyen par habitant. Cette minoration est plafonnée depuis 2017 à 4 % de la dotation forfaitaire de l'année précédente.

Soutien de l'État à l'investissement local (F.C.T.V.A., DSIL, DETR....)

1. La dotation de soutien à l'investissement public local.

Créée en 2016 puis reconduite en 2017, cette dotation est pérennisée et nommée Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL). Elle est consacrée à de grandes priorités d'investissement et au financement des contrats de ruralité.

Il est à nouveau renforcé par la prolongation et l'augmentation du fonds de soutien à l'investissement local.

2. La dotation d'équipement aux territoires ruraux (DETR).

La LFI 2018 abonde la dotation d'équipement aux territoires ruraux (DETR) de 50 millions €. Son montant atteint 1 046 millions €. Par ailleurs, le montant de l'enveloppe départementale ne pourra excéder 110 % du montant perçu l'année précédente.

3. Progression de la péréquation verticale.

Les fortes hausses de ces dernières années visaient à limiter l'impact des baisses de DGF au titre de la participation au redressement des finances publiques pour les collectivités les plus fragiles.

En l'absence de baisse de DGF en 2018, la LFI revient à un rythme de progression plus modéré des dotations de péréquation intégrées au sein de la DGF.

4. Le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (F.C.T.V/A.)
Le FCTVA conserve les modalités de compensation en vigueur : le taux (16,404 %) des dépenses éligibles.

2.2.3 Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives :

Jusqu'à la LFI 2017, chaque année un article fixait le taux de revalorisation des bases de fiscalité directe locale. **A compter de 2018, la revalorisation est fonction de l'inflation constatée.**

Le taux 2018 est celui de l'inflation constatée entre novembre 2016 et novembre 2017, soit 1,24 %.

Pour mémoire, le taux de revalorisation 2017 était de 0.4 % et 1 % en 2016.

II – RÉTROSPECTIVE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE DE ROCBARON EXERCICE 2015

| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | | Ratios de structure | Moyenne de la strate |
|---------------------|--------------------|----------------------|--|----------------------------|----------------------|
| | | | OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | | |
| 4 735 | 1 150 | 1 352 | TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A | <u>en % des produits</u> | |
| 2 799 | 680 | 642 | dont : Impôts Locaux | 59,12 | 47,52 |
| 309 | 75 | 87 | Autres impôts et taxes | 6,53 | 6,45 |
| 578 | 140 | 236 | Dotation globale de fonctionnement | 12,20 | 17,47 |
| 4 364 | 1 060 | 1 179 | TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B | <u>en % des charges</u> | |
| 2 264 | 550 | 515 | dont : Charges de personnel | 51,88 | 43,69 |
| 1 196 | 290 | 294 | Achats et charges externes | 27,40 | 24,98 |
| 59 | 14 | 79 | Charges financières | 1,34 | 6,73 |
| 405 | 98 | 44 | Contingents | 9,29 | 3,77 |
| 108 | 26 | 82 | Subventions versées | 2,48 | 6,93 |
| 370 | 90 | 173 | RESULTAT COMPTABLE = A - B = R | | |
| | | | OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| 1 554 | 377 | 669 | TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C | <u>en % des ressources</u> | |
| 600 | 146 | 169 | dont : Emprunts bancaires et dettes assimilées | 38,61 | 25,30 |
| 217 | 53 | 67 | Subventions reçues | 13,94 | 10,09 |
| 124 | 30 | 53 | FCTVA | 7,97 | 7,88 |
| 0 | 0 | 0 | Retour de biens affectés, concédés, ... | 0,00 | 0,00 |
| 1 271 | 309 | 604 | TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D | <u>en % des emplois</u> | |
| 1 010 | 245 | 357 | dont : Dépenses d'équipement | 79,47 | 59,03 |
| 219 | 53 | 137 | Remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 17,19 | 22,60 |

| | | | | | |
|-------------|------------|------------|--|---------------------------------|-------|
| 0 | 0 | 29 | Charges à répartir | 0,00 | 4,76 |
| 0 | 0 | 0 | Immobilisations affectées, concédées, ... | 0,00 | 0,00 |
| -283 | -69 | -65 | Besoin ou capacité de financement résiduel de la section d'investissement = D - C | | |
| 0 | 0 | -1 | + Solde des opérations pour le compte de tiers | | |
| -283 | -69 | -66 | = Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E | | |
| 653 | 159 | 239 | Résultat d'ensemble = R - E | | |
| | | | AUTOFINANCEMENT | <u>en % des prod. de fonct.</u> | |
| 531 | 129 | 264 | Excédent brut de fonctionnement | 11,22 | 19,49 |
| 461 | 112 | 230 | Capacité d'autofinancement = CAF | 9,74 | 17,01 |
| 242 | 59 | 93 | CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 5,12 | 6,91 |
| | | | ENDETTEMENT | <u>en % des prod. de fonct.</u> | |
| 2 609 | 634 | 1 084 | Encours total de la dette au 31 décembre N | 55,11 | 80,22 |
| 271 | 66 | 173 | Annuité de la dette | 5,72 | 12,82 |
| 221 | 54 | 424 | FONDS DE ROULEMENT | | |

ELEMENTS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE

Les bases imposées et les réductions (exonérations, abattements) accordées sur délibérations

| Bases nettes imposées au profit de la commune | | | Taxe | Réductions de base accordées sur délibérations | | |
|---|--------------------|----------------------|---|--|--------------------|----------------------|
| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | | En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate |
| 6 955 | 1 689 | 1 464 | Taxe d'habitation (y compris THLV) | 742 | 180 | 77 |
| 4 790 | 1 163 | 1 267 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 0 | 0 | 0 |
| 51 | 12 | 23 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0 | 0 | 0 |
| 32 | 8 | 5 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | - | - | - |
| 591 | 143 | 417 | Cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 2 |

Les taux et les produits de la fiscalité directe locale

| Produits des impôts locaux | | | Taxe | Taux voté | Taux moyen de la strate |
|----------------------------|-----|-----|----------------------|-----------|-------------------------|
| 1 438 | 349 | 264 | Taxe d'habitation (y | 20,67 % | 18,01 % |

| | | | | | |
|---|-----|-----|---|---------|---------|
| | | | compris THLV) | | |
| 989 | 240 | 203 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 20,64 % | 16,02 % |
| 44 | 11 | 11 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 86,28 % | 48,37 % |
| 11 | 3 | 2 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | 35,33 % | 37,62 % |
| 190 | 46 | 82 | Cotisation foncière des entreprises | 32,15 % | 19,79 % |
| Les produits des impôts de répartition | | | | | |
| Produits des impôts de répartition | | | Taxe | | |
| 100 | 24 | 45 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | - | - |
| 9 | 2 | 8 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau | - | - |
| 94 | 23 | 14 | Taxe sur les surfaces commerciales | - | - |

SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE DE ROCBARON EXERCICE 2016

| ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS FONDAMENTAUX | | | | | |
|---|--------------------|----------------------|---|--------------------------|----------------------|
| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | | Ratios de structure | Moyenne de la strate |
| | | | OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT | | |
| 4 463 | 1 002 | 1 050 | TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A | <u>en % des produits</u> | |
| 2 429 | 546 | 441 | dont : Impôts Locaux | 54,43 | 41,97 |
| 318 | 71 | 63 | Autres impôts et taxes | 7,12 | 5,99 |
| 593 | 133 | 152 | Dotations globales de fonctionnement | 13,28 | 14,52 |
| 4 088 | 918 | 916 | TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B | <u>en % des charges</u> | |
| 1 878 | 422 | 441 | dont : Charges de personnel | 45,93 | 48,10 |
| 1 250 | 281 | 236 | Achats et charges externes | 30,57 | 25,71 |
| 125 | 28 | 37 | Charges financières | 3,07 | 4,06 |
| 414 | 93 | 34 | Contingents | 10,14 | 3,72 |
| 103 | 23 | 55 | Subventions versées | 2,52 | 6,00 |
| 375 | 84 | 134 | RESULTAT COMPTABLE = A - B = R | | |
| | | | OPERATIONS | | |

| | | | D'INVESTISSEMENT | | |
|-------|-----|-----|---|---------------------------------|-------|
| 1 258 | 283 | 404 | TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C | <u>en % des ressources</u> | |
| 61 | 14 | 65 | dont : Emprunts bancaires et dettes assimilées | 4,87 | 16,17 |
| 380 | 85 | 58 | Subventions reçues | 30,21 | 14,39 |
| 83 | 19 | 35 | FCTVA | 6,62 | 8,69 |
| 0 | 0 | 0 | Retour de biens affectés, concédés, ... | 0,00 | 0,00 |
| 1 242 | 279 | 397 | TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D | <u>en % des emplois</u> | |
| 966 | 217 | 268 | dont : Dépenses d'équipement | 77,74 | 67,63 |
| 237 | 53 | 82 | Remboursement d'emprunts et dettes assimilées | 19,05 | 20,72 |
| 0 | 0 | 7 | Charges à répartir | 0,00 | 1,74 |
| 0 | 0 | 0 | Immobilisations affectées, concédées, ... | 0,00 | 0,04 |
| -16 | -4 | -7 | Besoin ou capacité de financement résiduel de la section d'investissement = D - C | | |
| 0 | 0 | 0 | + Solde des opérations pour le compte de tiers | | |
| -16 | -4 | -7 | = Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E | | |
| 391 | 88 | 140 | Résultat d'ensemble = R - E | | |
| | | | AUTOFINANCEMENT | <u>en % des prod. de fonct.</u> | |
| 603 | 135 | 200 | Excédent brut de fonctionnement | 13,50 | 19,04 |
| 493 | 111 | 177 | Capacité d'autofinancement = CAF | 11,05 | 16,83 |
| 257 | 58 | 95 | CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 5,75 | 9,00 |
| | | | ENDETTEMENT | <u>en % des prod. de fonct.</u> | |
| 2 429 | 546 | 769 | Encours total de la dette au 31 décembre N | 54,43 | 73,26 |
| 2 319 | 521 | 753 | Encours des dettes bancaires net de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des emprunts toxiques | 51,97 | 71,73 |
| 321 | 72 | 109 | Annuité de la dette | 7,19 | 10,35 |
| 242 | 54 | 307 | FONDS DE ROULEMENT | | |

ELEMENTS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE

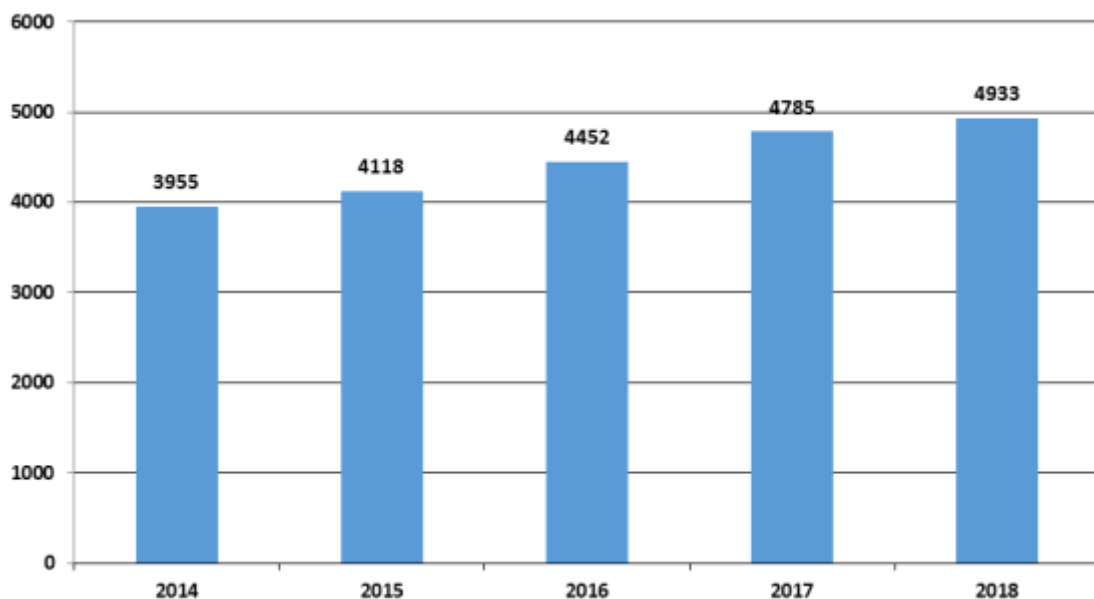
| Les bases imposées et les réductions (exonérations, abattements) accordées sur délibérations | | |
|--|------|--|
| Bases nettes imposées au profit de la commune | Taxe | Réductions de base accordées sur délibérations |

| En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate | | En milliers d'Euros | Euros par habitant | Moyenne de la strate |
|--|--------------------|----------------------|---|---------------------|--------------------------------|----------------------|
| 7 348 | 1 651 | 1 376 | Taxe d'habitation (y compris THLV) | 370 | 83 | 73 |
| 4 897 | 1 100 | 1 200 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 0 | 0 | 0 |
| 51 | 12 | 22 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | - | - | - |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 |
| Les taux et les produits de la fiscalité directe locale | | | | | | |
| Produits des impôts locaux | | | Taxe | Taux voté | Taux moyen de la strate | |
| 1 466 | 329 | 196 | Taxe d'habitation (y compris THLV) | 19,95 % | 14,24 % | |
| 975 | 219 | 231 | Taxe foncière sur les propriétés bâties | 19,92 % | 19,27 % | |
| 43 | 10 | 12 | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 83,28 % | 52,24 % | |
| 0 | 0 | 0 | Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties | 0,00 % | 0,00 % | |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation foncière des entreprises | 0,00 % | 0,00 % | |
| Les produits des impôts de répartition | | | | | | |
| Produits des impôts de répartition | | | Taxe | | | |
| 0 | 0 | 0 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | - | - | |
| 0 | 0 | 0 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau | - | - | |
| 0 | 0 | 0 | Taxe sur les surfaces commerciales | - | - | |

ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

STRATE DE POPULATION

POPULATION de 2014 à 2018

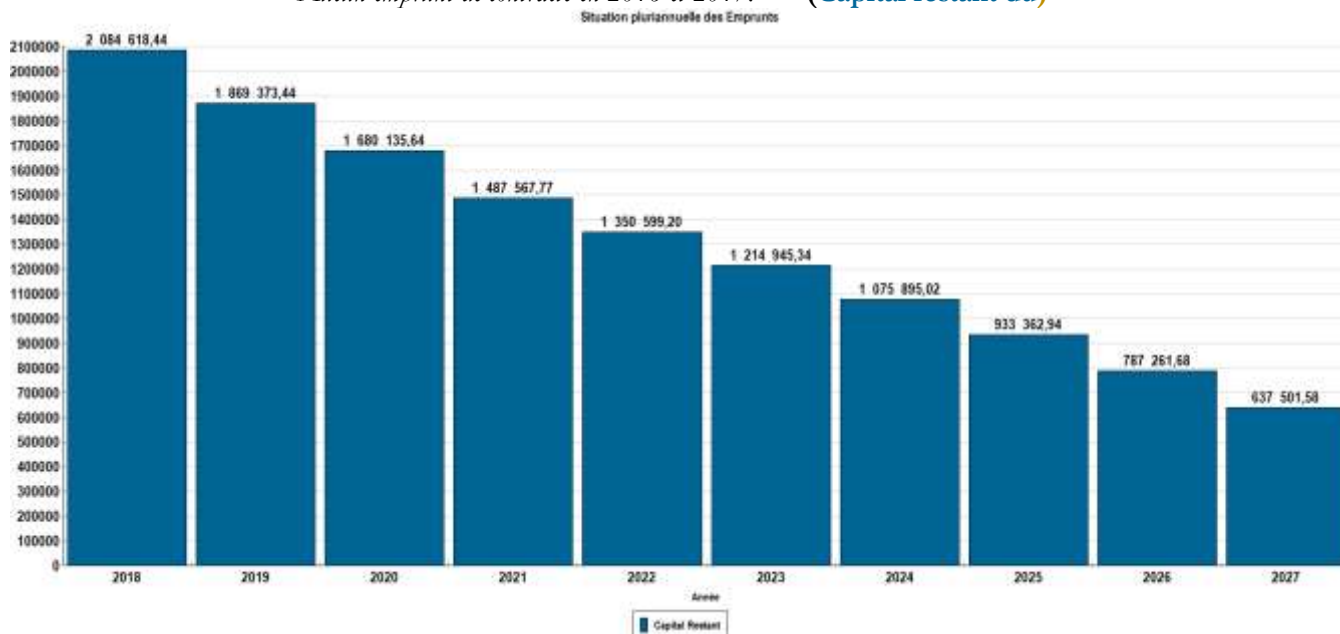


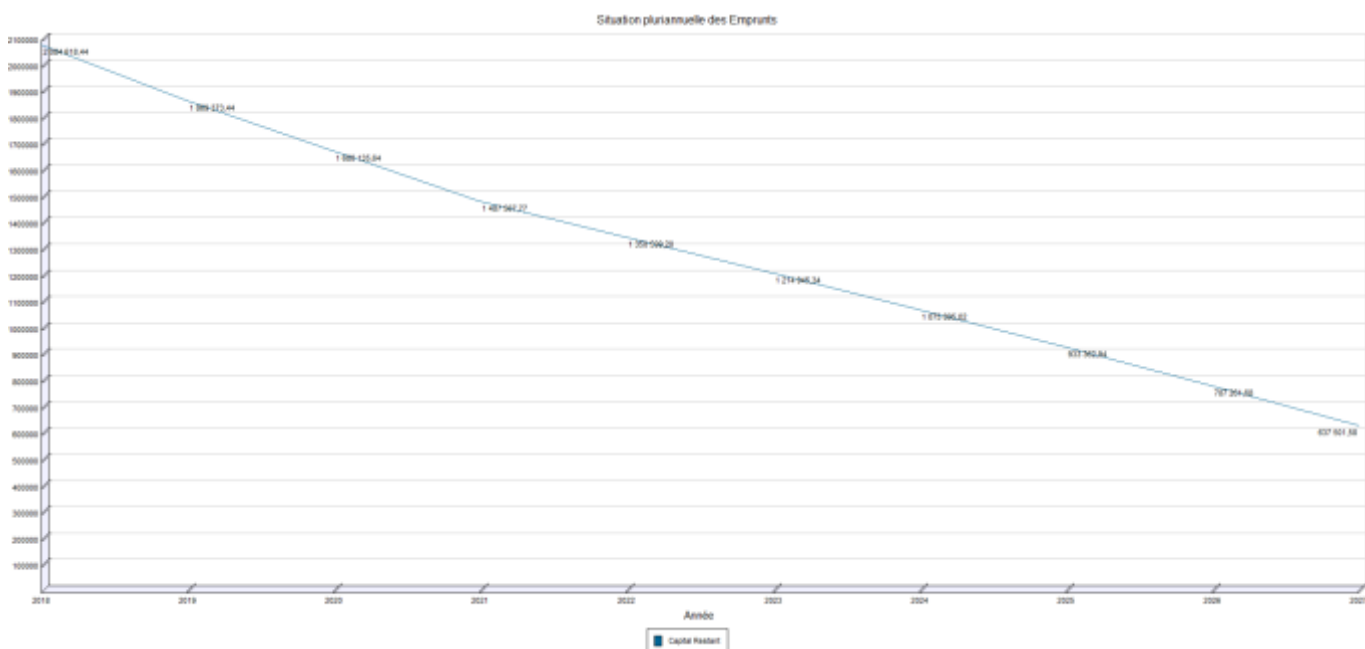
Renseignements extraits du rôle général de 2017 de la taxe foncière
 Locaux d'habitation ordinaire : 1959 propriétaires
 Etablissements industriels et assimilés : 50.

Renseignements extraits du rôle général de la taxe d'habitation 2017 :
 Ensemble des locaux et dépendances imposables : 1975.

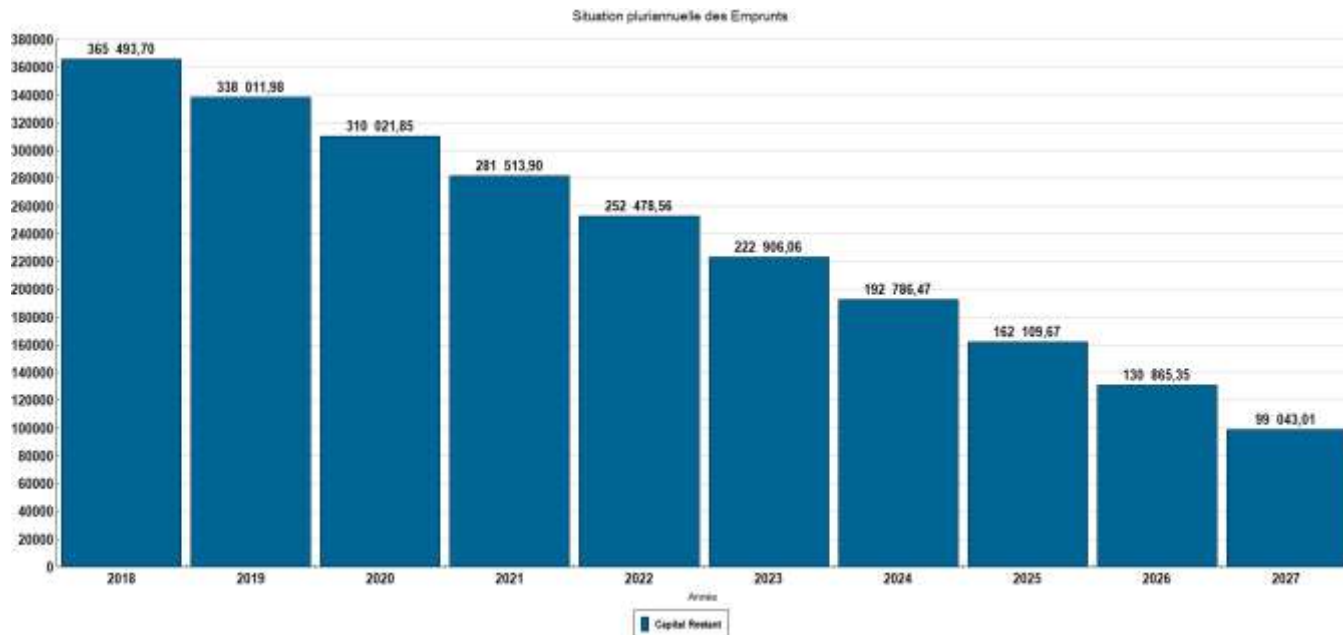
STRUCTURE DE LA DETTE BUDGET PRINCIPAL – CAPITAL RESTANT DÛ AU 01/01/2018

Aucun emprunt de contracté en 2016 et 2017. (Capital restant dû)

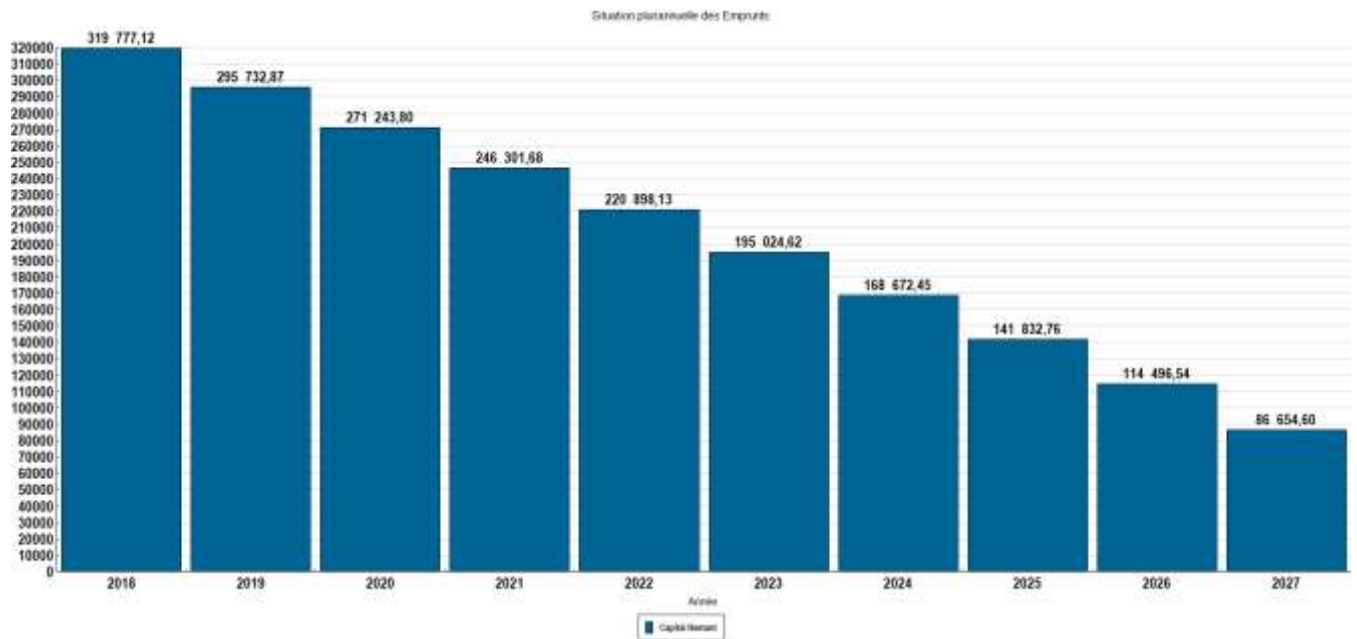




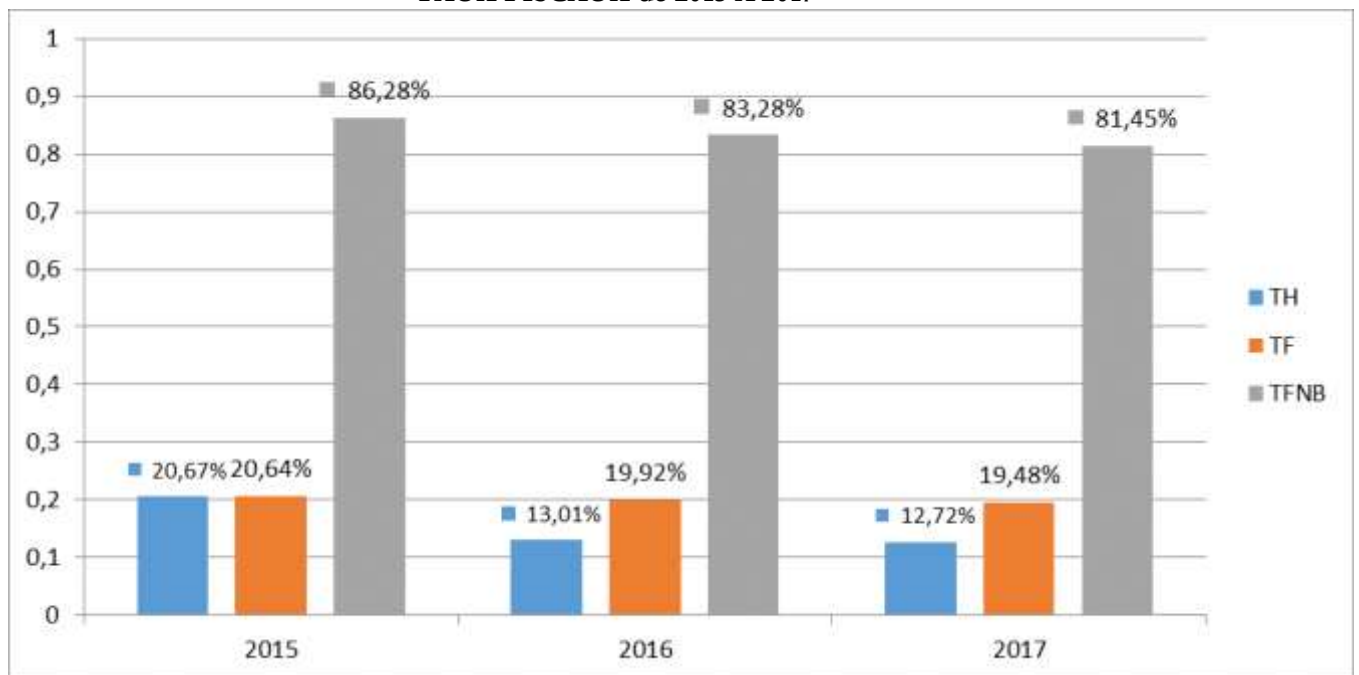
**STRUCTURE DE LA DETTE BUDGET ASSAINISSEMENT
CAPITAL RESTANT DÛ AU 01/01/2018**



**STRUCTURE DE LA DETTE BUDGET EAU POTABLE
CAPITAL RESTANT DÛ AU 01/01/2018**

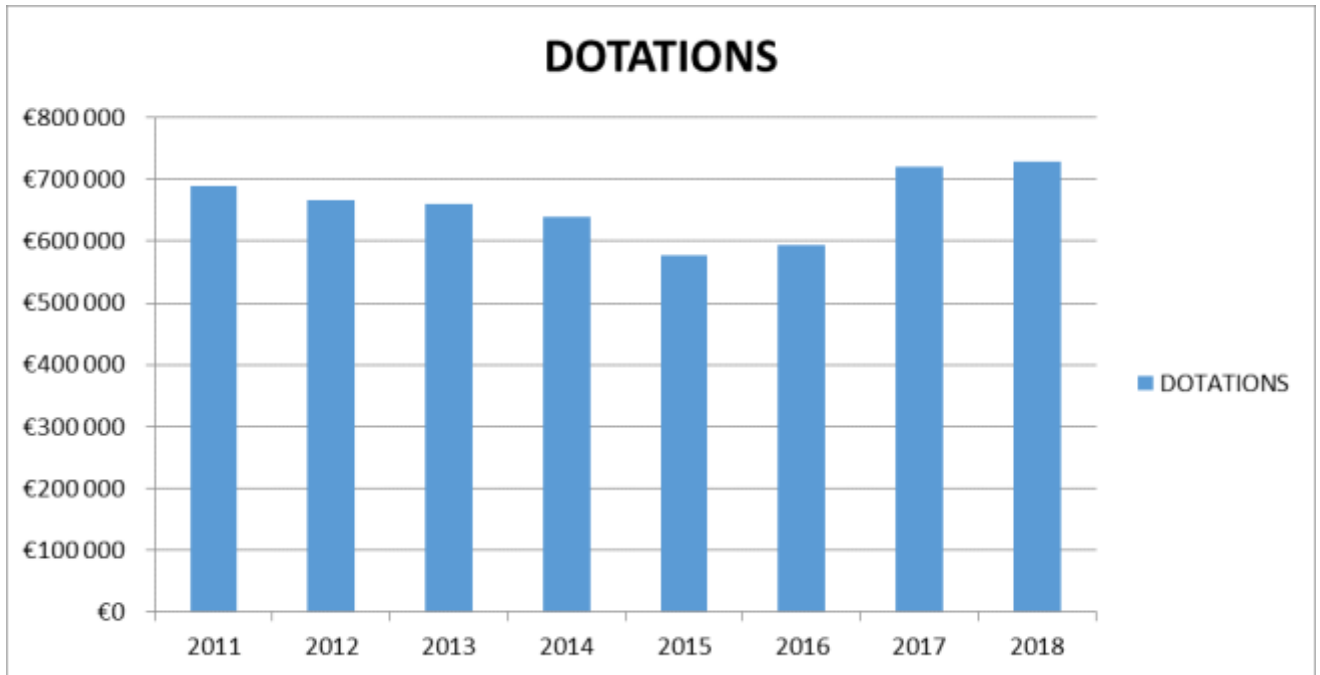


TAUX FISCAUX de 2015 A 2017

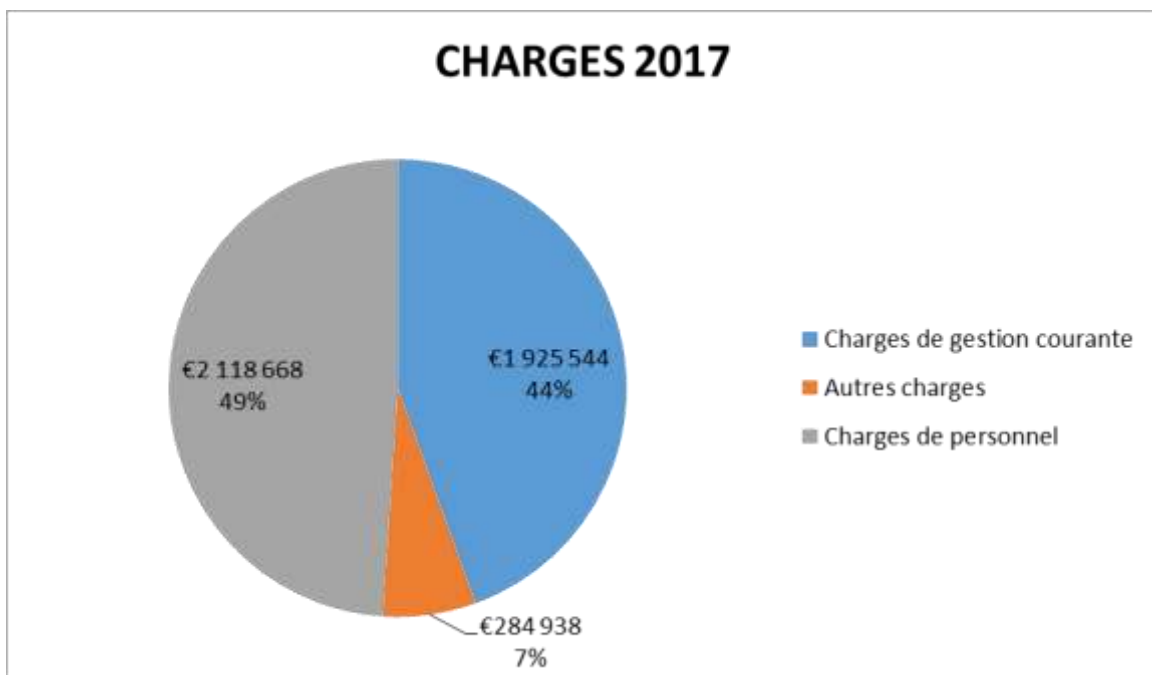


EVOLUTION DES DOTATIONS DE L'ETAT

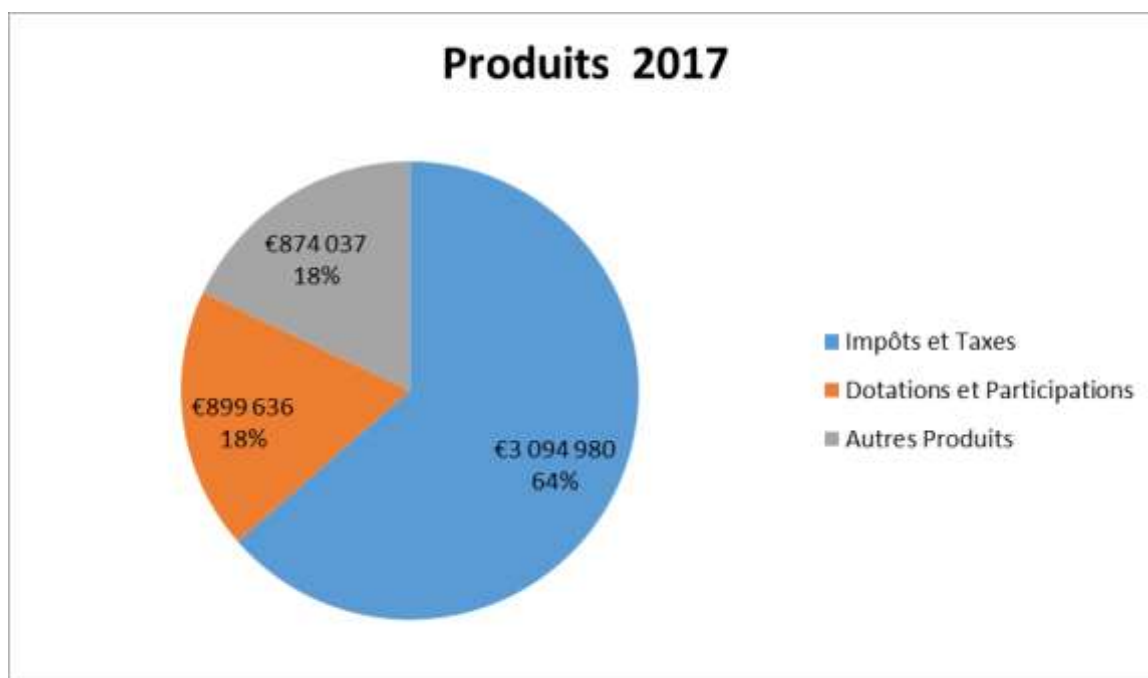
Chiffre prévisionnel pour 2018



VENTILATION DES CHARGES 2017



VENTILATION DES PRODUITS 2017



2017 CLOTURE DU BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal de la Commune pour l'exercice budgétaire 2017 se clôturera par un résultat excédentaire en fonctionnement de 539 502,70 €

Résultats 2017 et reports au B.P. 2018

| INVESTISSEMENT | | DEPENSES | RECETTES | |
|----------------|--------------------------|--------------|------------------|---|
| mandats | Investissement | 893 386,80 | | |
| | reports N-2 | 147 337,10 | | |
| TITRES | Investissement | | 1 112 021,19 | |
| TOTAUX | | 1 040 723,90 | 1 112 021,19 | |
| CA 2017 | Résultat excédent | | 71 297,29 | à reporter en section d'investissement (OPFI/001/001) |

| INVESTISSEMENT R.A.R. | | DEPENSES | RECETTES | |
|----------------------------------|-------------------------|------------------|-----------|-----------------------------------|
| RAR | Dépenses investissement | 136 066,81 | | Reports obligatoires au B.P. 2018 |
| RAR | Recettes investissement | | 99 527,32 | |
| TOTAUX déficit des R.A.R. | | 36 539,49 | | |

| FONCTIONNEMENT | | DEPENSES | RECETTES |
|----------------|----------------|--------------|--------------|
| mandats | Fonctionnement | 4 329 150,50 | |
| TITRES | Fonctionnement | | 4 868 653,20 |

| | | | |
|---|--------------|-------------------|---|
| TOTAUX | 4 329 150,50 | 4 868 653,20 | |
| CA 2017 Résultat excédent | | 539 502,70 | |
| Proposition d'affectation de résultat en section d'investissement | | 440 000,00 | Proposition d'affectation (OPFI / 10 / 1068 /01) |
| Excédent de fonctionnement + investissement - déficit des R.A.R. = | | 474 757,80 | |
| Excédent de fonctionnement reporté | | 99 502,70 | Proposition Excédent de fonctionnement reporté 002/002/01 |
| <i>Reports affectés</i> | | 539 502,70 | |

Commune de Rocbaron - Commune de Rocbaron - CA - 2017

| | | | | | |
|---|--|---|-----------------------------------|------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | | | | | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION | | | | | |
| PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES | | | | | C3.5 |
| C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES | | | | | |
| | | | | | |
| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations - mandats ou titres (1) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés | |
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| DEPENSES | 1 872 179,84 | 893 386,80 | 136 066,81 | | 842 726,23 |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| DEPENSES | 4 720 348,22 | 4 329 150,50 | 0,00 | | 391 197,72 |
| 1 – BUDGET PRINCIPAL | | | | | |

| | | | | |
|---|--|---|-----------------------------------|------------------------|
| BUDGET : ASS2017 Service de l'Assainissement - Mairie de Rocbaron / N°SIRET : 21830106700094 | | | | |
| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations - mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | 1 066 388,35 | 139 618,35 | 15 272,40 | 911 497,60 |
| RECETTES | 1 066 388,35 | 73 662,66 | 47 361,00 | 945 364,69 |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| DEPENSES | 191 812,67 | 92 117,23 | 0,00 | 99 695,44 |
| RECETTES | 191 812,67 | 162 177,14 | 0,00 | 29 635,53 |

| BUDGET : EAU2017 Service de l'Eau - Mairie de Rocbaron / N°SIRET : 21830106700086 | | | | |
|---|------------------------------------|---|-------------------------------|-----------------|
| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalizations - mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | 1 111 230,24 | 599 374,42 | 198 785,47 | 313 070,35 |
| RECETTES | 1 111 230,24 | 372 428,90 | 295 307,00 | 443 494,34 |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| DEPENSES | 181 036,68 | 137 182,71 | 0,00 | 43 853,97 |
| RECETTES | 181 036,68 | 198 947,81 | 0,00 | -17 911,13 |

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

| BUDGET : ZAC2017 ZAC et Lotissements / N°SIRET : 21830106700052 | | | | |
|---|------------------------------------|---|-------------------------------|-----------------|
| SECTION | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalizations - mandats ou titres (2) | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | 416 634,88 | 0,00 | 0,00 | 416 634,88 |
| RECETTES | 416 634,88 | 0,00 | 0,00 | 416 634,88 |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| DEPENSES | 435 000,00 | 0,00 | 0,00 | 435 000,00 |
| RECETTES | 435 000,00 | 0,00 | 0,00 | 435 000,00 |

CA2017 Commune de Rocbaron Commune de Rocbaron

| IV - ANNEXES | | IV |
|--|--|-------------|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (Année N) | | C1.1 |

C1.1 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

| GRADES OU EMPLOIS | CATEGORIES | EMPLOIS BUDGETAIRES | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS | | |
|------------------------------------|------------|------------------------------------|--------------------------------|-------|-------------------------------|-----------------------|-------|
| | | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | 17, | 1,0 | 18,00 | 16, | | 16,51 |
| Attaché | A | 1,0 | | 1,00 | 1,0 | | 1,00 |
| Attaché Principal | A | 1,0 | 0 | 1,00 | 0 | | |
| Rédacteur | B | 1,0 | | 1,00 | 1,0 | | 1,00 |
| Rédacteur Principal de 1ère Classe | B | 2,0 | | 2,00 | 2,0 | | 2,00 |
| Adjoint administratif territorial | C | 3,0 | | 3,00 | 3,0 | | 3,00 |
| Adjoint administratif territorial | C | 1,0 | | 1,00 | 1,0 | | 1,00 |
| Adjoint administratif territorial | C | 8,0 | | 9,00 | 8,5 | | 8,51 |
| FILIERE TECHNIQUE (b) | | 17, | 2,0 | 19,00 | 16, | | 16,47 |
| Ingénieur | A | 1,0 | 0 | 1,00 | 1,0 | 0 | 1,00 |

| | | | | | | | |
|--|---|-----------|----------|-------|-----------|--|-------|
| Adjoint technique territorial | C | 9,0 0 | | 10,00 | 9,6 1 | | 9,61 |
| Adjoint technique territorial principal de 1re cla | C | 4,0 0 | | 4,00 | 2,0 0 | | 2,00 |
| Adjoint technique territorial principal de 2e clas | C | 3,0 0 | 1,0 0 | 4,00 | 3,8 6 | | 3,86 |
| FILIERE MEDICO-SOCIALE (c) | | | 3,0 0 | 3,00 | 2,7 3 | | 2,73 |
| Agent spécialisé principal de 2e classe des écoles | C | | 3,0 0 | 3,00 | 2,7 3 | | 2,73 |
| FILIERE ANIMATION (d) | | 2,0 0 | | 2,00 | 2,0 0 | | 2,00 |
| Animateur Principal de 2ème Classe | B | 1,0 0 | | 1,00 | 1,0 0 | | 1,00 |
| Adjoint territorial d'animation | C | | | 1,00 | | | 1,00 |
| | | 1,0 0 | | | 1,0 0 | | |
| FILIERE POLICE (e) | | 5,0 0 | | 5,00 | 5,0 0 | | 5,00 |
| Chef de Service de Police Municipale | B | 1,0 0 | | 1,00 | 1,0 0 | | 1,00 |
| Brigadier-Chef | C | | | 3,00 | | | 3,00 |
| Principal | C | 3,0 0 | | 1,00 | 3,0 0 | | 1,00 |
| Gardien-brigadier de police municipale | | 1,0 0 | | | 1,0 0 | | |
| TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e) | | 41, 00 | 6,0 0 | 47,00 | 42, 71 | | 42,71 |

III - PERSPECTIVE : LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA COMMUNE

| DEPENSES ET RECETTES PREVISIONNELLES | | Hypothèses d'évolution |
|--------------------------------------|--------------|--|
| Recettes de fonctionnement | Fiscalité | Bases prévisionnelles 2018 et évolution permanente des bases annuelles |
| | | Taux : pas d'augmentation des taux sur l'ensemble de la période |
| Dépenses de fonctionnement | Par chapitre | 2018 : Augmentation des charges + 8,57 % (essentiellement frais de personnel chapitre 012 et contingents chapitre 65). |
| | | 2019 à 2020. Stabilité des dépenses |
| | | MONTANT |

| | | | |
|--------------------------------------|--|---|-------------|
| Recettes d'investissement | 2018 - Emprunts | 2018 : EMPRUNT pour construction du CTM | 250 000 € |
| | 2018 - Subventions | 2018 : SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL | 300 000 € |
| | | 2018 : FRAT Terrain les Clas subvention | 40 000 € |
| | CESSIONS IMMOBILIERES | 2018 : Cession du terrain Les Vignes | 910 000 € |
| | 2018 TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 1 500 000 € |
| Dépenses d'investissement | 2018 - Dépenses d'équipement brut | 2018 : GROUPE SCOLAIRE (diverses acquisitions) | 25 000 € |
| | | 2018 : CTM | 840 000 € |
| | | 2018 : AMENAGEMENT DU PARC LES CLAS | 150 000 € |
| | | 2018 : CTM DESAMIANTAGE | 43 000 € |
| | | 2018 : SERVICES COMMUNAUX ET DIVERS | 80 000 € |
| | | 2018 : BATIMENTS | 35 000 € |
| | | 2018 : VEHICULES | 80 000 € |
| | | 2018 : TERRAINS - URBANISME | 47 000 € |
| | | 2018 : STADE | 12 000 € |
| | | 2018 : RESTAURANT | 30 000 € |
| | | 2018 : LA VERRERIE | 57 000 € |
| | | 2018 : EXTENSION GROUPE SCOLAIRE | 20 000 € |
| | 2018 : VOIES ET RESEAUX | 81 000 € | |
| 2018 TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT | | 1 500 000 € | |
| Recettes d'investissement | 2019 - Emprunts | 2019 / EMPRUNTS | 1 600 000 € |
| | Subventions | 2019 / SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL | 150 000 € |
| | CESSIONS IMMOBILIERES | 2019 / CESSION DU TERRAIN ANCIEN CTM | 300 000 € |
| | 2019 TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 2 050 000 € |
| Dépenses d'investissement | 2019 - Dépenses d'équipement brut | 2019 : GROUPE SCOLAIRE AGRANDISSEMENT | 1 400 000 € |
| | | 2019 : CONSTRUCTION AU PARC DES CLAS | 600 000 € |
| | | 2019 : ETUDES POUR CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE | 50 000 € |
| | 2019 TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 2 050 000 € |

ORIENTATIONS ET STRATÉGIES D' ACTIONS PLURI-ANNUELLES (2018-2020)

Orientations générales :

- **Maîtrise des charges de fonctionnement**
- **Optimisation des produits de fonctionnement**
- **Maintien d'une politique dynamique d'investissements**
- **Apurement des créances irrécouvrables sur deux ans**

Pour ce faire, différentes mesures ont déjà été engagées, sont à poursuivre et/ou à prévoir :

- **Stratégies d'actions :**

Maîtriser les charges de fonctionnement

Renégociation de contrats par la mise en concurrence et recours à des achats groupés d'assurances statutaires via le CDG 83, assurance des véhicules et des bâtiments, fournitures de bureau et scolaires, contrat PLU, téléphonie, photocopieurs, etc....

Optimisation des services à la population (mise en place de la « dématérialisation » (GED, archivage en cours avec le concours du CDG)....

Maintien de l'aide aux Associations

Economies d'énergie dans les bâtiments publics (isolation, chauffage....)

Optimiser les produits de fonctionnement

Fiscalité.

Tarifification des services à la population et ajustement régulier

Recherche de nouvelles ressources : photovoltaïque

Produits des locations des salles et du matériel.

Maintien d'une politique dynamique d'investissements

Choix stratégiques en matière d'investissement. Agrandissement des écoles et Aménagement du Parc des Clas. Etude pour la construction d'un nouveau groupe scolaire.

Recherche systématique de subvention associée à toute opération

Favoriser les mises en concurrence par des cahiers des charges optimisés

Apurement des créances irrécouvrables

A prévoir sur deux exercices

ORIENTATIONS THEMATIQUES

TRAVAUX – URBANISME – CIRCULATION

PROGRAMMATION DES TRAVAUX EN REGIE

- Mise en conformité et rénovation de divers bâtiments communaux
- Travaux d'amélioration du bâtiment de la Bergerie.
- Interventions sur le CTM du FRAY

RÉAMENAGEMENT DE BATIMENTS COMMUNAUX

- Travaux de rénovation de façades
- Remplacement de menuiseries extérieures pour l'amélioration thermique et énergétique du bâtiment de La Bergerie (une dotation au titre de la DETR a été sollicitée)

SÉCURITÉ DES BATIMENTS COMMUNAUX ET VOIRIE

- Etat des lieux et définition des besoins en matière de sécurité.

URBANISME

- Révision en cours du P.L.U.
- Numérisation du P.L.U.
- Régularisation des emplacements réservés
- Réserves foncières

VOIRIE ENVIRONNEMENT

- Mise en sécurité des rues et ou quartiers, par la mise en place de panneaux de signalisation de sécurité et par le traçage de peinture routière
- Acquisition de matériel de voirie (camion benne)

ACTION ÉDUCATIVE

Pérennité :

- Soutien aux enseignants pour leurs projets d'école et extrascolaires. Continuité des ateliers du midi.

Veille :

- Evolution des effectifs scolaires en collaboration avec l'Inspecteur de Circonscription, les équipes éducatives et les parents d'élèves élus
- Investissements numériques pluriannuels (remplacement des ordinateurs)

QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

BATIMENTS

- Poursuite des actions pour l'entretien des bâtiments

DÉCHETS

- Suivi du programme de résorption des « points noirs » de collecte avec le SIVED
- Mise en place d'un dispositif progressif pluriannuel de poubelles individuelles, ordures ménagères et tri
- Actions sur « le terrain »

DÉBROUSSAILLAGE

- Contrat avec O.N.F. portant sur les obligations légales de débroussaillage et élagage en vue d'éviter la propagation des incendies.
- Implication active du C.C.F. et de la Police Municipale.

POLITIQUE DE LA JEUNESSE

ACM : Mercredis / Vacances :

- Continuité des actions en place.
- Création du Conseil Municipal de Jeunes.

ACTIONS CULTURELLES ET ANIMATIONS EN FAVEUR DES SENIORS

- Pérennité de l'organisation des voyages
- Diverses animations

LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

PLATEFORME MULTI-MODALE

- Covoiturage
- Gare routière
- Maison de services au public
- Mise en valeur des produits du terroir

En partenariat public/privé.

RÉNOVATION DE LA CAVE COOPERATIVE.

Opération étudiée dans le cadre du transfert de la compétence à la Communauté d'agglomération.

GROUPE SCOLAIRE

Etude de développement du groupe scolaire : Agrandissement et construction d'un nouveau groupe scolaire en fonction des effectifs prévisionnels.

CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL AU FRAY REDON

Opération en cours qui sera terminée en fin d'année 2018.

Coût de l'opération 840 000 € T.T.C.

Le financement est prévu comme suit :

- Conseil Départemental sur deux exercices 300 000 €
- Cession des terrains du C.T.M. actuel.

MISE A NIVEAU DU PARC AUTOMOBILE

Acquisition de véhicule pour renouvellement de la flotte.

PROJET INTERCOMMUNAL DE PARC PHOTOVOLTAIQUE

Projet en cours avec la Commune de FORCALQUEIRET.

EXTENSION DU PLUVIAL

Extension du réseau de pluvial

RÉNOVATION DES FACADES DU CENTRE ANCIEN

Pour inciter à réaliser cette opération, la Commune peut décider d'attribuer au propriétaire une subvention d'équipement destinée à la rénovation de la façade de son immeuble. Le Conseil devra déterminer un périmètre d'intervention.

□ **RENOUVELLEMENT DES CANALISATIONS D'EAU POTABLE**

En 2017 réalisation du complément de la première tranche de travaux

La tranche optionnelle doit être lancée tout prochainement en 2018 afin de réduire les fuites d'eau.

□ **RENFORCEMENT DU COLLECTEUR D'ASSAINISSEMENT.**

Renforcement du système d'assainissement concomitamment aux travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable.

□ **ZAC ET LOTISSEMENTS**

Les emprunts sont remboursés et les grands travaux achevés. Le déficit de la section d'investissement soit 381 119.10 € doit être comblé par la vente d'un terrain restant à vendre. Un compromis de vente a été signé en décembre 2017.

□ **RÉSIDENCE INTERGÉNÉRATIONNELLE**

- Permis de construire déposé en février 2017.

- Prévision de recettes à mettre au profit des investissements à réaliser soit 910 000 €.

Après discussions et en avoir délibéré, le Conseil Municipal ADOPTE à l'unanimité des suffrages exprimés l'exposé qui précède par 21 voix « POUR » 5 «ABSTENTIONS »

11 – Questions orales.

M. le Maire apporte les réponses aux différentes questions orales.

La séance est levée à 21 h 11.

**Le Président,
Jean Claude FELIX**

